

La liberté de la presse au fond des geôles

Trois journalistes et militants turkmènes pour les droits de l'Homme ont été arrêtés en 2006. L'une a été assassinée peu après par ses geôliers et ses deux confrères croupissent toujours dans les prisons turkmènes. Voici le récit de leur arrestation, reflet d'une implacable répression.

Sylvie LASSERRE, grand reporter, spécialiste de l'Asie centrale



© SYLVIE LASSERRE

20 juin 2006. Un titre sur le site en ligne d'un quotidien français attire l'attention : « Deux Français accusés d'espionnage au Turkménistan. » Pas un mot sur le sort des trois Turkmènes arrêtés en même temps qu'eux. Quand on connaît le pays, on sait pourtant que ce sont eux qui sont en danger. Ce jour-là, les autorités turkmènes ont procédé à une cinquantaine d'arrestations. La plupart seront finalement relâchés une semaine plus tard, sauf Ogulsapar Muradova, Annakurban Amanklychev et Sapardurdy Khajiyev. Accusés d'espionnage.

12 août 2006.
Le procès est expédié en quinze minutes. Des barrages ont été érigés. Le procès se déroulera à huis clos. Amanklychev et Khajiyev seront condamnés à sept ans de prison, Muradova à six ans.

En réalité des journalistes et militants pour les droits de l'Homme. L'attaché culturel à l'ambassade de France d'Ashgabad, Henri Tomassini, aurait été surpris en train de remettre à Amanklychev une paire de lunettes équipées d'une caméra cachée, du matériel qui aurait servi à des journalistes ayant travaillé pour l'émission « Envoyé Spécial » en mars 2006.

Ce jour-là au téléphone, la voix de Tadjigul Begmedova - présidente de la Fondation Helsinki Turkmène basée en Bulgarie - semblait très tendue. Le coup de filet venait de se produire. Elle est une

proche de Sapardurdy Khajiyev et d'Ogulsapar Muradova, respectivement le frère et la sœur de son mari, Annadurdy Khajiyev, ancien directeur adjoint de la Banque centrale du Turkménistan et opposant politique. « L'administration leur fait des injections de psychotropes. Ils leur disent que s'ils avouent leurs crimes ils seront libérés à la prochaine amnistie qui aura lieu en octobre. Ils ont arrêté les enfants d'Ogulsapar et ils leur montrent comment ils violent leur mère ! Ils n'ont accès aux toilettes que deux fois par jour » déplorait Tadjigul Begmedova, qui avait réussi à obtenir quelques bribes d'informations sur le sort des prisonniers. Impuissants, Tadjigul Begmedova et son mari ont quasiment vécu en direct l'arrestation d'Ogulsapar Muradova, depuis leur bureau de Varna en Bulgarie où ils sont en exil. Vendredi 16 juin 2006, Ogulsapar les appelle en urgence pour leur apprendre qu'Annakurban vient d'être arrêté. « D'habitude elle ne nous appelait jamais directement, elle se serait fait arrêter. Elle nous a dit que la police avait trouvé des armes dans la voiture d'Annakurban, qu'elle était convaincue que c'était un coup monté des services secrets. Elle nous a prévenus qu'elle allait sûrement se faire arrêter aussi. Au Turkménistan, dès qu'une arrestation a lieu, les proches et les amis sont aussi arrêtés. »

Témoignage d'une escalade tragique

La jeune femme poursuit son récit. « Le lundi suivant, plusieurs hommes se sont présentés au domicile d'Ogulsapar et ils lui

INTERNATIONAL

Turkménistan

ont demandé de les suivre. Ogulsapar a exigé de voir l'ordre d'arrestation. Ils ont répondu qu'ils voulaient juste lui poser quelques questions. Alors qu'ils étaient toujours à la porte, elle a pris le téléphone. Elle leur a dit qu'elle appelait l'organisation Helsinki en Bulgarie et Radio Liberté pour les prévenir qu'elle était arrêtée. Elle nous a appelés. Nous l'entendions, elle leur disait : "Si vous faites quelque chose d'illégal ils seront au courant". Ensuite ils l'ont emmenée. »

Le lendemain ils arrêtent les trois enfants d'Ogulsapar. Dans les locaux de la police, en passant dans un couloir, ceux-là aperçoivent leur mère derrière les barreaux. Elle leur crie : « Tenez bon ! Vous n'êtes coupables de rien ! » Il y avait beaucoup de monde. Les gens attendaient leur tour pour l'interrogatoire. L'un des enfants avait réussi à garder son portable dans sa poche. Le fils d'Ogulsapar a appelé Tadjigul juste avant d'entrer pour être interrogé. Elle communique aussitôt le numéro au directeur de Human Rights Watch (HRW) à New York, qui les rappelle pour rester en contact

avec eux pendant qu'ils se trouvent à la police.

12 août 2006. Le procès est expédié en quinze minutes. Dépêchés sur place par Tadjigul Begmedova, l'ambassade des Etats-Unis et l'OSCE ne parviendront pas à accéder au tribunal. Des barrages ont été érigés. Le procès se déroulera à huis clos. Amanklychev et Khajiyev seront condamnés à sept ans de prison, Muradova à six ans. Tadjigul et son mari cherchent alors à obtenir des informations, à savoir comment ils sont traités. « Nous avons essayé de leur faire parvenir un colis, des vêtements... Mais rien... »

Puis Tadjigul raconte la fin tragique d'Ogulsapar. Elle devient subitement très grave. Elle marque de nombreux silences. « Le 13 septembre, un des fils d'Ogulsapar nous a appelés. D'habitude les enfants ne nous appelaient jamais directement, c'était trop dangereux. Et le 13 septembre au matin, il a appelé, il nous a dit que la veille, alors qu'il rentrait chez lui, il avait croisé un de ses voisins qui travaille à la police. Celui-ci lui a dit : "Berdy, tu sais, ils ont tué ta mère." »

Le sort réservé aux familles des militants des droits de l'Homme au Turkménistan

Tadjigul Begmedova déplore : « Du vivant du dictateur Niazov, la presse étrangère ne s'intéressait qu'aux extravagances du satrape : il est interdit de porter la moustache, il a renommé les villes et les mois de l'année, il a fait ériger sa statue en or sur un socle qui tourne de manière à toujours faire face au soleil, ses portraits sont omniprésents... La presse s'en amusait mais ne se rendait pas compte de la réalité. Il se passe vraiment des choses terribles dans le pays ! » Elle sait de quoi elle parle. « Le lendemain du jour où j'ai annoncé la création de ma Fondation pour les droits de l'Homme en Bulgarie, mon père a été arrêté. Quatre policiers sont venus chez lui, l'ont battu et l'ont déporté à Dashoguz, à quatre cents kilomètres d'Ashgabad où il vivait. Sans même un vêtement ! Puis notre maison de famille a été rasée par ordre de Niazov. » Depuis, elle est quasiment coupée des siens. Elle parvient difficilement à téléphoner à son père : « Deux ou trois minutes, puis on est coupés et la ligne reste en dérangement pendant un ou deux mois. » Les Turkmènes espéraient un changement avec le nouveau président, Berdymuhammedov. « Cela fait deux ans qu'il est au pouvoir, il a promis beaucoup de choses. Mais il n'a rien fait. »

Pour soutenir l'action de la Turkmen Helsinki Foundation : <http://www.tmhelsinki.org/en/>. Ils ont besoin de matériel informatique : ne jetez pas vos vieux PC portables ou téléphones portables, faites-leur parvenir, ils en ont besoin.



« Nous avons conseillé aux enfants de se rendre à la police, à la milice, au Comité national pour la sécurité (KNB), partout, pour exiger de savoir où était leur mère. S'ils n'y étaient pas allés, aujourd'hui, ils ne sauraient toujours pas ce qui est arrivé. Mais on ne voulait rien leur dire. On leur disait qu'on ne savait pas. Alors HRW a appelé directement l'ambassade des Etats-Unis et l'OSCE, et le 14 septembre le ministère a finalement contacté les enfants pour leur demander de venir récupérer les affaires de leur mère. »

Des assassinats en toute impunité

« Quand ils sont arrivés, on leur a dit "Voilà, votre mère est morte, il faut signer un papier comme quoi vous reconnaissez son décès." Mais son corps était caché. Les enfants ont refusé, ils ont demandé qu'on leur montre le corps. Les autorités ont dit "Non, signez, c'est tout." Et ils



© SYLVIE LASSERRE

ont dit "Nous ne signerons pas." Ils voulaient partir mais on les empêchait de sortir. Finalement ils ont réussi à partir. Ils sont allés à l'ambassade des Etats-Unis. En même temps ils nous appelaient pour nous tenir au courant. Nous, nous avons appelé l'ambassade et l'OSCE. Des gens de l'ambassade des Etats-Unis les ont accompagnés à la morgue. »

« A la morgue on leur a remis le corps. Les enfants étaient dans la voiture à côté du corps de leur mère, les diplomates les suivaient. Et dans la voiture les enfants ont ouvert et ils ont vu la blessure. » Tadjigul fond alors en larmes. Et se reprend. « La fille d'Ogulsapar a appelé Annadurdy, elle criait et elle disait : "On voit la blessure ! Une immense plaie ouverte sur le crâne et une partie de la face" » Depuis, de nombreuses actions ont été menées, notamment par Reporters sans frontières (RSF) – occupation de l'ambassade du Turkménistan à Paris en septem-

bre 2006 –, pour dénoncer ce crime, et demander une enquête, qui n'a toujours pas eu lieu à ce jour. Quant à Annakurban Amanklychev et Sapardurdy Khajiyev, ils sont emprisonnés à la prison de Turkmenbashi. Leurs familles sont sans nouvelles. Personne n'a pu leur rendre visite depuis le début de leur incarcération voilà plus de deux ans. Leurs proches ont écrit une lettre au procureur pour demander l'autorisation de leur rendre visite mais ont essayé un refus. Ils sont détenus dans des conditions extrêmement difficiles. Ils iraient très mal. Ils ont demandé des livres mais on leur a refusé.

Paris, 18 septembre 2008. Premier Forum Union européenne-Asie centrale sur les enjeux de sécurité. Seconde occupation de l'ambassade du Turkménistan à Paris par les militants de RSF à cette occasion. Tadjigul est venue à Paris avec son mari spécialement pour participer à cette action de

De nombreuses actions ont été menées, notamment par Reporters sans frontières (RSF) pour dénoncer l'assassinat d'Ogulsapar Muradova et demander une enquête, qui n'a toujours pas eu lieu à ce jour.

RSF. De nouveau, RSF réclame une enquête sur la mort d'Ogulsapar ainsi que la libération d'Annakurban et de Sapardurdy. L'organisation profite du fait que les cinq ministres des Affaires étrangères des républiques d'Asie centrale, ainsi que leur homologue Bernard Kouchner, se trouvent réunis. Lors de l'occupation de l'ambassade, Robert Ménard exhorte Bernard Kouchner par téléphone de transmettre le message à son homologue turkmène, Rachid Meredov, qui se trouve justement avec lui. Bernard Kouchner promet d'intervenir pour la libération d'Annakurban et Sapardurdy.

Ce soir-là, lors de la conférence de presse du sommet Europe-Asie centrale, tous les ministres des Affaires étrangères des Républiques d'Asie centrale sont présents. Tous sauf un. Rachid Meredov, le ministre turkmène, prévenu de l'action de RSF du matin, brille par son absence. ●

